

D'Alstom aux ateliers SNCF, aujourd'hui c'est la toute la filière industrielle ferroviaire française qui est menacée. Nous ne laisserons pas faire.

La France, la Dordogne ont besoin de nos fleurons industriels et pas simplement d'emplois précarisés dans le tourisme. La nation doit investir dans ce domaine, venir en soutien de ces secteurs.

Pour se relancer la SNCF ne peut supporter à elle seule l'énorme dette laissée par les investissements en faveur du TGV. C'est à l'Etat de la prendre afin de soulager l'entreprise publique et lui permettre de se développer.

Nous avons besoin de grandes industries, d'emplois industriels, d'une main d'œuvre qualifiée de haut niveau, des savoir-faire qui vont avec, de l'ingénierie qui existent comme au Toulon et à Chamiers. Nous avons besoin de recherche, de développement, d'une vraie vision industrielle et stratégique, bref d'une vraie politique industrielle sur le long terme. Et pas de vues à court terme pour répondre aux défis et besoins d'aujourd'hui.

**Nous disons non à un tel gâchis.
Nous disons oui au développement.**



Déclaration du PCF et des élus communistes

NON AUX 90 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS AUX ATELIERS SNCF

Oui au développement du service public ferroviaire

- La suppression de 90 emplois aux ateliers, résulte d'un choix politique. L'Etat baisse considérablement ses investissements pour le rail et transfert avec ses appels d'offres la maintenance vers le privé. On peut en faire un autre, il suffit de le vouloir, comme pour Alstom.
- Pour nous, la responsabilité du gouvernement est pleinement engagée. Il faut une politique globale de relance du rail.

Depuis des mois, le PCF et les élus communistes alertent sur une situation prévisible. Nous nous félicitons des mobilisations et des prises de conscience en cours. Nous sommes pleinement aux côtés de cheminots et des organisations syndicales qui mènent la lutte.



Le gouvernement et tous les libéraux font depuis des années le choix politique d'affaiblir la SNCF. Cela fait des années que la SNCF est mise à mal :

- Suppressions de lignes, des trains de nuit, de la plupart des trains intercitys, fermetures de gares et de guichets...
- Austerité budgétaire qui fait que l'entretien du matériel et des voies se dégrade avec de nombreuses nuisances dans la régularité du trafic.

La Région Aquitaine est particulièrement touchée avec un taux de régularité de 87,5 %, l'un de plus faibles de toutes les régions françaises (chiffre 2015)...

Développement des bus Macron concurrençant les lignes TET (Trains d'Equilibre des Territoires) entre grandes villes et les TER

Billets trop chers, ce qui pénalise les usagers...

Refus d'investir et baisse de la dépense publique pour faire des cadeaux fiscaux aux grandes multinationales....

Les besoins sont là : développons la SNCF, l'emploi, les lignes locales

Le cadre, c'est le service public et pas la privatisation qui ne sert que les plus riches.

→ Besoins sociaux : les usagers, salariés, chômeurs, précaires, étudiants, retraités...les territoires, ont besoin d'un maillage ferroviaire dense pour se déplacer. **Nous revendiquons le droit au transport pour tous.** C'est le train au quotidien qu'il faut aujourd'hui développer avec notamment la navette ferroviaire vers Périgueux. Développer aussi une vraie ligne vers Paris par Limoges.

→ Besoins économiques : nos territoires ruraux ont besoin du rail. Il y a beaucoup trop de camions sur les routes. Relançons le fret ferroviaire. Relançons les lignes intercitys.

→ Besoins environnementaux : le climat va de plus en plus mal, sans parler de la pollution, **il y a urgence pour une grande planification écologique dans les transports notamment. Le service public ferroviaire doit être au cœur de cette politique nouvelle** et impérieuse à mener. Là il y du travail, là il y a des commandes potentielles.